Numéro 115
Mercredi
26 mars 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878 40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Dénationalisations : nouvelles impulsions du gouvernement • Travaillistes anglais : évolution à suivre de près • RN 4 : un milliard de charges en plus pour les collectivités locales • Bercy : un nouveau La Villette ? • Yougoslavie : Jospin rentre de Belgrade • 4e chaîne T.v : les amis de Giscard s'en occupent • Ecoles parisiennes : refus de fermeture • Croissant : soutien élargi

Journée des parlementaires socialistes à Marseille

Pour empêcher la décadence de la République

Giscard doit être battu

«Nous vivons une époque de tension sans précédent depuis la dernière guerre, ou plus exactement depuis le coup de Prague de 1947 qui avait ouvert une décennie de guerre froide». C'est par ce jugement qu'André Chandernagor a commencé sa communication sur la politique étrangère à la journée parlementaire socialiste qui s'est tenue à Marseille, mardi.

«A cette période de tension - a poursuivi le député de la Creuse - avait succédé une nouvelle période de détente, de coexistence pacifique, de discussions tendant au désarmement et au développement des échanges».

Après avoir analysé les causes de l'aggravation de la tension internationale, dont l'intervention soviétique en Afghanistan, André Chandernagor a exposé ce que devrait être la politique de la France, avec trois objectifs principaux :

1. rétablir les conditions de la détente
2. poursuivre le règlement des problèmes pendants, dont le pourrissement constitue un facteur supplémentaire d'insécurité
3. offrir au Tiers-Monde une politique réelle de coopération.

Au sujet du Moyen-Orient, André Chandernagor a déclaré : «au cours de son voyage en pays arabes, Giscard n'a rien dit qui n'ait déjà été dit, mais il l'a dit autrement. Il l'a dit avec cette faiblesse particulière qu'il a d'insister sur un seul aspect des choses, celui qui est de nature à plaire à son interlocuteur du moment. Si bien que le problème de la sécurité d'Israël s'est trouvé gommé, alors qu'il est fondamental».

Triple échec pour le Président

Les députés et sénateurs socialistes ont ensuite entendu un rapport de Laurent Fabius sur la situation économique et sociale qu'il a ainsi caractérisée : «septennat du flou, septennat du chômage, septennat des inégalités, voilà, un an avant l'échéance, le triple bilan de M. Giscard d'Estaing».

Laurent Fabius a ensuite précisé les éléments de ce bilan de faillite : «depuis 1974, le nombre des chômeuses et des chômeurs a été multiplié par trois. L'ancienneté moyenne du chômage frôle 10 mois pour les hommes. Elle dépasse 12 mois pour les femmes et 15 mois pour les plus de 50 ans. Alors qu'en 1979, le chômage a baissé de 5,7 % en Grande-Bretagne, de 9,5 % au Luxembourg et en Irlande, de 11,8 % en R.f.a, il a augmenté en France de 15,7 %.

Au cours des dix dernières années, le nombre des entreprises de travail temporaire a augmenté de 260 %, atteignant un chiffre d'affaires annuel de 10 milliards de nouveaux francs. On cherche à produire un certain type de travailleurs : sous-payés, mal qualifiés, précarisés, non-syndiqués.

Voilà qui rend d'autant plus inacceptables les propos satisfaits et suffisants du Premier ministre sur l'emploi.

Hausse constante du chômage, augmentation record des prix. L'inflation avoisine 13 % en 1979. L'indice de janvier est le plus mauvais depuis 21 ans. De juillet 76 à janvier 80, malgré les promesses, le smicard a perdu au moins 1,3 % de pouvoir d'achat.

Le ministre de l'Economie déclarait d'ailleurs nettement en commentant pour *Paris-Match* la politique de libération des prix : pour que mon opération réussisse, il faut que certains perdent du pouvoir d'achat».

Après avoir cité les trois prétextes martelés par le gouvernement pour excuser ses échecs : hausse du pétrole, dépenses de sécurité sociale, concurrence du Tiers-Monde qu'il a dénoncé comme «théorie des trois déficits ou opération fatalité», Laurent Fabius a conclu en ces termes : «Il ne s'agit pas pour nous, socialistes, de nier les difficultés de la période actuelle, mais on ne peut pas expliquer cette situation sans retenir la très lourde responsabilité du système en place et de la politique giscardienne.

«Non, le responsable n'est pas la fatalité. Il est clair, au-delà de toute considérations de personne, que Valéry Giscard d'Estaing est le premier responsable de la situation où se trouvent des millions de Français. Il est clair qu'il est notre premier adversaire. Il est clair qu'il doit être vigoureusement combattu. Il est clair enfin que

(suite en page 4)

épinglé

« Aux élections législatives en Pologne, la liste unique à obtenu 99,52 % des voix. »
Agence polonaise de presse - P.a.p.

La rencontre Mitterrand - Berlinguer

François Mitterrand et Enrico Berlinguer, ont eu lundi soir à Strasbourg, deux heures d'entretien à l'issue desquelles le communiqué suivant a été publié :

«A l'occasion de leur présence à Strasbourg, François Mitterrand et Enrico Berlinguer ont eu une longue et cordiale conversation au cours de laquelle ils ont discuté des problèmes les plus urgents de la situation internationale.

En particulier, ils sont tombés d'accord sur la nécessité d'initiatives qui pourraient contribuer au désarmement, à la détente et à la coopération en Europe et dans le monde, ainsi qu'au respect des Droits de l'Homme et à l'indépendance de tous les pays. Ils estiment qu'il convient de préparer dès maintenant, des conditions favorables à la réunion et au succès de la conférence de Madrid.

Ils ont en outre insisté sur le rôle spécifique qui, dans la phase difficile que connaissent aujourd'hui les relations internationales, revient pour la réalisation de ces objectifs au mouvement ouvrier, aux différents partis qui en sont l'expression et aux forces de gauche démocratiques et populaires de l'Europe occidentale».

Ainsi que le souligne ce communiqué, cette rencontre à laquelle assistaient également Guido Fanti et Claude Estier, tout deux députés au Parlement européen, a permis de dégager des analyses communes sur la tension internationale actuelle et sur les initiatives à prendre pour restaurer une politique de détente et de coopération en Europe et dans le Monde.

Soucieux de défendre les Droits de l'Homme et l'indépendance de tous les pays, François Mitterrand et Enrico Berlinguer se sont trouvés d'accord pour tout mettre en œuvre, afin que puisse se tenir dans les meilleurs conditions, la conférence de Madrid prévue à la fin de cette année et qui doit être un moyen d'aller vers la déses-

(suite page 2)

POSITION

L'évolution des travaillistes dans l'opposition : une affaire à suivre

par Jean-Pierre Chevènement

Un bref voyage en Angleterre la semaine dernière (20-23 mars) m'a permis de rencontrer un certain nombre de personnalités du parti travailliste et de mesurer les convergences nombreuses qui résultent entre nos deux partis de l'identité de situation dans laquelle ils se trouvent placés.

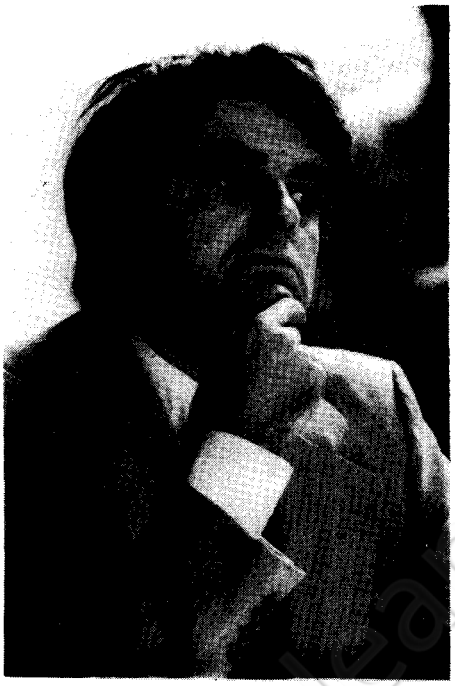
Devant l'attaque frontale de la politique Thatcher, le Labor est conduit à définir un programme économique anticrise mettant au premier plan, tout comme le Projet socialiste français, l'action sur les structures (essentiellement à travers l'extension du secteur public) la planification et la relance de l'économie au besoin par la maîtrise des flux du commerce extérieur.

Au-delà de ce programme économique, les responsables travaillistes m'ont paru conscients que ce sont des objectifs politiques et sociaux globaux qui peuvent mobiliser la population et dessiner les traits d'une société nouvelle d'après la crise.

Les échanges de vues que j'ai pu avoir, montrent qu'un dialogue fructueux peut s'engager sur les bases suivantes :
— action en faveur de la détente et création d'une zône de basse pression en Europe ;
— reconnaissance des solidarités qui unissent les différents pays d'Europe du point de vue de leur situation dans le monde.

Redéfinir objectifs et moyens

Une telle reconnaissance n'implique pas la marche à la supranationalité mais la construction patiente d'une sorte de « confédération à géométrie variable » : « inter-



nationalisme oui, supranationalisme non » telle est la formule qui résume leur attitude.

S'agissant de la politique agricole commune, les travaillistes anglais pensent comme nous qu'il s'agit d'en transformer les mécanismes pour éviter de subventionner les gros producteurs et certaines productions au détriment des autres.

Un examen impartial des avantages et des coûts montrerait que la politique agricole commune sert surtout en France les intérêts des céréaliers et ne représente qu'un intérêt marginal pour les finances publiques françaises.

Il est temps qu'une définition plus pragmatique des objectifs et des moyens d'une véritable solidarité européenne mette un terme à ce qui trop souvent n'apparaît plus que comme un mélange de libéralisme à tous crins dans presque tous les secteurs ou de bureaucratie tâtillonne dans le seul qu'on ait consenti à organiser : l'agriculture.

A cet égard comme à bien d'autres, une concertation plus étroite entre le Parti travailliste et le Parti socialiste français permettrait d'ébaucher les solutions communes aux difficultés actuelles et de dessiner ainsi les perspectives d'une issue socialiste à la crise actuelle.

Dès maintenant, une telle concertation permettrait d'équilibrer au sein de l'Internationale socialiste certaines orientations.

Vers une nouvelle orientation

Sans doute l'évolution du Parti travailliste anglais peut-elle réserver encore bien des surprises. L'aile modérée qui se reconnait en Denis Healey et le renfort prochain de Roy Jenkins de retour de Bruxelles pèseront certainement dans un autre sens.

Là-bas comme en France, une stratégie d'intégration au capitalisme multinational est mise en œuvre. Elle fait sentir ses effets sur le Parti travailliste mais dans le même temps, les événements font émerger de plus en plus une autre orientation politique, portée par des hommes nouveaux et souvent remarquables. Une grande attention devra être accordée lors du prochain congrès de Blackpool (octobre 1980) à la suite donnée aux travaux de la Commission d'enquête désignée au précédent Congrès pour réformer les statuts du parti.

Il est probable que l'avenir du Parti travailliste se jouera à la fois sur trois terrains : les syndicats, le Parlement, les militants. C'est en tout cas une affaire à suivre.

Rencontre Mitterrand-Berlinguer

(suite de la première page)

calade entre les super-grands. Ce point avait été également l'un des principaux sujets du récent entretien tenu également à Strasbourg entre Enrico Berlinguer et Willy Brandt, président du S.p.d et de l'Internationale socialiste.

D'autres initiatives communes ont été envisagées, notamment la tenue de colloques réunissant communistes et socialistes européens. Le Parlement européen de Strasbourg a également été reconnu comme un cadre possible d'actions conjointes.

Cette rencontre au plus haut niveau entre le P.s français et le P.c.i ne semble pas du goût de Georges Marchais. En réagissant aussi vite qu'il l'a fait, celui-ci montre simplement une mauvaise humeur à constater que les communistes italiens ne partagent nullement les jugements de la direction du P.c.f sur le rôle du Parti socialiste français, et d'une façon plus générale, sur celui du courant socialiste et social-démocrate au sein du mouvement ouvrier européen.

Les capitaux privés à l'assaut du secteur public

Halte aux dénationalisations silencieuses

Michel Charzat, secrétaire national au secteur public du P.s, a dénoncé, lundi, lors d'une conférence de presse, « le processus de dénationalisation mené par le gouvernement et affectant certaines entreprises publiques. »

Il a tout d'abord mis l'accent sur « le reflux des entreprises publiques depuis 1976 » par le biais, a-t-il dit « de la banalisation juridique de celles-ci, de leur dévalorisation financière. »

« Or, le gouvernement s'apprête à donner une nouvelle impulsion au processus de dénationalisation. Le P.s dénonce les initiatives gouvernementales dont certaines sont étudiées dans le secret, qui témoignent d'une volonté délibérée d'ouverture aux intérêts privés, de revanche des détenteurs de capitaux privés, d'accaparement des productions généralisatrices de profits dans les établissements de l'Etat. »

Le Parti socialiste a ensuite présenté à la presse quatre dossiers qui étayent cette inquiétude.

Le premier traite de l'introduction en bourse des entreprises nationales, en l'occurance les Assurances Générales de France (A.g.f) et de la Société Générale, ballon d'essai dans la privatisation des entreprises publiques bénéficiaires.

« Vers la levée du verrou constitutionnel » est le thème du deuxième document. Les pouvoirs publics préparent en effet une loi organique ayant pour objet de limiter l'intervention du législateur, en cas de cession au secteur privé, aux seules entreprises dans lesquelles l'Etat déteint directement la majorité du capital.

Enfin, les deux autres études dénoncent :
— le silence du gouvernement français face à l'offensive néo-libérale à l'échelle de la C.e.e qui prévoit d'imposer aux entreprises publiques des contraintes plus grandes que celles auxquelles sont soumises les entreprises privées, et les obligerait à fournir à la Commission des informations dont le Parlement lui-même n'aurait pas connaissance.
— le projet de création d'une caisse de crédit d'équipement aux P.m.e et P.m.i qui prévoit, notamment, la fusion de la Caisse nationale des marchés de l'Etat (C.n.m.e) crée en 1936 par le Front populaire, avec le Crédit Hotelier Commercial et Industriel (C.h.c.i) et le groupement interprofessionnel des P.m.e (G.i.p.m.e).

Par ailleurs, Michel Charzat a confirmé que le P.s présenterait, le 7 juin prochain, un « livre noir » sur les entreprises publiques lors d'une journée consacrée à ce thème.

Meurthe-et-Moselle : exemple d'abandon et de politique à courte vue

Le Conseil général de Meurthe-et-Moselle vient d'approuver à une large majorité - communistes compris - le financement d'un programme routier comprenant notamment les déviations partielles de Toul et de Lunéville sur la RN 4.

Il faut rappeler que la RN 4, tant par son intense trafic que par son tracé, est devenue l'une des routes les plus meutrières de notre pays. Cette RN 4 préoccupe les sphères gouvernementales depuis des décennies en particulier au moment des élections. Tous, de Pompidou à Giscard, en passant par les ministres Galley, Fourcade, Bigeard et Coulais, se sont penchés sur le bitume et se sont engagés à faire procéder de toute urgence à sa mise à 4 voies. On a même tonitrué que cette réalisation s'achèverait en même temps que l'autoroute Mondon-Taittinger, communément appelée A 4.

Quels est le bilan 80 ? A 4 est un désert routier, et un gouffre financier; la RN 4 continue à aligner les morts.

Un premier programme de travaux entrepris il y a quelques années - (élections) - a permis de réaliser un demi contournement de Toul - (chez Bigeard) - financé à 100 % par l'Etat, et un demi contournement de Lunéville - (chez Haby) - englobé dans le «Plan Vosges». Les Conseillers généraux socialistes, sont favorables à ces projets qui devraient être réalisés depuis longtemps, mais ils en refusent le financement actuel. Pourquoi ?

La RN 4 est une voie d'intérêt national à 100 % à la charge de l'Etat.

La dernière proposition formulée par le ministre des Transports, Joël Le Theule à Nancy le 3 mars dernier, réduit la participation de l'Etat de 100 % à 50 %, sur lequel il faut retrancher, au profit du maître d'ouvrage, les 17,7 % de T.v.a.

Ainsi donc, l'Etat se désengage des 2/3 de ses charges pour les transférer aux contribuables lorrains : département et région. C'est cette proposition, que R.p.r, U.d.f et P.c confondus ont adopté en même temps que les 2 contournements de Longwy. Ainsi orchestré, le plan de financement se répartit de la façon suivante : Etat : 52,7 % moins T.v.a 17,7 % ; Département : 25 % ; Région : 23 %.

Quelles seront les suites de ce vote sur les finances départementales ?

Jean Lhommee, Maire de Lunéville les a clairement exprimées dans son explication de vote :

— la mise à 4 voies de la RN 4 sur tout son tracé ne sera pas pour autant réalisée ;

— le consensus d'Elus (U.d.f, R.p.r, P.c) est atteint et a admis le principe du désengagement de l'Etat et de son transfert de charges ;

— les conséquences en seront cruelles pour les contribuables lorrains, qu'ils soient Toulois ou Lunévillois, puisque cet engagement obère de plus de 1 milliard de centimes les finances départementales ;

— le département de Meurthe-et-Moselle, déjà un des plus endetté de France, risque, compte tenu de ces charges nouvelles, de ne plus pouvoir faire face aux missions - qui sont les siennes - d'aides aux Communes : voiries communales, réparations scolaires, eaux et assainissement etc..., et aux associations de toutes natures.

Si dans un premier temps, la mesure adoptée règle certains problèmes, elle en posera de plus graves dans un second. C'est cette politique d'abandon et de courte vue que les socialistes ont été les seuls à refuser.

Drôme : les «Assises de la désertification».

Le 30 mars prochain se dérouleront à Vesc dans le sud de la Drôme «les Assises de la désertification». Organisées à l'initiative du Parti socialiste de la Drôme, ces assises, les premières du genre, ont pour but «de constater la désertification qui gagne les secteurs moyens vidant l'arrière pays drômois de sa substance au profit de la vallée du Rhône et des grandes localités». Louis Mexandeau, Pierre Joxe et André Vianes prendront part aux travaux.

QUESTIONS ECRITES

de Claude MICHEL

sur l'actuel gaspillage de l'emballage et du papier sous toutes ses formes. Il est très étonnant de constater la débauche de papier d'emballage, de cartonnage et de polustirène lors de l'achat de n'importe quel objet dans le commerce. Or, l'importation de bois et de pâtes à papier vient en seconde position dans le déficit de notre balance commerciale. L'utilisation d'autre part, de papier recyclé pour les papiers d'emballage se fait trop rare encore.

de Jean AUROUX

sur la baisse du pouvoir d'achat des petits salariés et, en particulier, de ceux qui sont au S.m.i.c. Il demande simple application de la loi n° 70-7 du 2 janvier 1970, pour que soit assuré effectivement le maintien du pouvoir d'achat de ces salariés.

d'Edwige AVICE

sur les graves problèmes auxquels se heurte le gouvernement nicaraguayen pour la campagne d'alphabétisation qui commence le 24 mars 1980.

RIPOSTE

12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : O.F.R.E.S. **Imprimerie** : B.P.-Paris

CONSEIL DE PARIS
Aventure financière pour Bercy

Lundi à la réunion du Conseil de Paris, le Groupe socialiste a voté contre le projet d'aménagement du terrain de Bercy, proposé par Chirac.

André Llanès, dans son intervention, a souligné l'absence de démocratie du maire dans cette affaire : comme pour les Halles il n'y a pas eu de débat. Les conseillers de l'opposition n'avaient reçu les documents préparatoires qu'à la dernière minute. Des documents partiels, au demeurant, qui, comme l'a souligné Georges Sarre, n'apportent pas les précisions nécessaires sur le financement de l'opération.

Pourquoi, par ailleurs, ont demandé les socialistes, la maîtrise d'œuvre a-t-elle été confiée à une société d'économie mixte (la R.i.v.p.) moyennant une redevance de 3,50 %, alors que la ville possède ses propres services d'architecture et assure la trésorerie de l'opération ? Le maire qui fait ce cadeau royal à la R.i.v.p. ne lui impose même pas un délai de réalisation... Pas de précisions, non plus, sur le futur exploitant de la salle de 16.900 places.

Ces obscurités du projet de Chirac ont amené Georges Sarre à déclarer : «C'est l'aventure financière. Bercy risque d'être un nouveau La Villette».

RENCONTRE FRANCO-YOUGOSLAVE

Lionel Jospin revient d'une visite de deux jours à Belgrade, à l'occasion de laquelle il a été reçu par Alecandar Bakocevic, responsable des relations internationales de l'Alliance socialiste, Milos Minic, membre de la présidence du Comité central de la Ligue des communistes, ancien ministre des affaires étrangères, et Todo Kurtovic, président de la conférence fédérale de l'Alliance socialiste.

Les entretiens ont surtout porté sur la situation internationale, les menaces pour la détente, et les initiatives à prendre pour la sauvegarder face aux pressions accrues des deux grands. Sur ces problèmes beaucoup de points d'accord se sont dégagés.

Ont également été évoquées les relations entre l'Alliance et la Ligue d'une part et le Parti socialiste français d'autre part. Il a été décidé de procéder à des consultations rapides quand le besoin s'en ferait sentir d'un côté ou de l'autre.

Ce voyage prend sa place dans l'ensemble des rencontres que la direction du Parti socialiste multiplie depuis plusieurs semaines pour débattre dans le monde avec tous ceux qui ne se résignent pas à l'aggravation de la situation actuelle.

• Réunion-débat «**la gauche rassemblée**» jeudi 27 mars à 20 h 30 avec Lionel Jospin, Pierre Carassus et Gérard Fuchs. Elysée-Montmartre, 72 bd Rochechouart, Paris

TELE-P.S.

PROCHAINE " TRIBUNE LIBRE " SUR TF1 CONSACREE AU P.S.

JEUDI PROCHAIN 27 MARS A 19H 45. THEME RETENU :

POPULARISATION DU PROJET SOCIALISTE DANS LES ENTREPRISES.



Satellite Tv : Lecat parle mais ne dit toujours rien

En réponse à une question du R.p.r Bernard Cousté, le ministre de la Culture et de la Communication vient de faire savoir que « la décision prise récemment de mettre en œuvre, avec la République fédérale d'Allemagne, un programme de coopération industrielle et technique dans le domaine des satellites de diffusion directe ne préjuge en rien des éventuelles décisions qui pourraient être prises quant à l'utilisation opérationnelle de tels systèmes pour la diffusion permanente et fiable de programmes de télévisions sur le territoire français».

En d'autres termes : nous construisons le satellite, nous le lançons et nous vous ferons savoir quand nous le jugerons utile à qui en sera confiée l'exploitation.

D'ailleurs, « le ministère de la Culture et de la Communication poursuivra toutes les études nécessaires, en collaboration avec toutes les instances et organismes concernés, afin d'examiner, sous tous ses aspects économiques, culturels et juridiques, la question de l'utilisation de satellites à diffusion directe pour nos propres besoins».

Domaine réservé

Question : le Parlement fait-il partie de ces « instances et organismes concernés» ou bien continuera-t-on à le tenir à l'écart d'un processus de décisions qui intéresse directement le proche avenir de tous les Français aux plans « économique, culturel et juridique» ?

On peut en douter. Il aura fallu une «indiscrétion» de presse pour apprendre ces jours-ci que Philippe Grumbach, ami personnel de Giscard, venait d'être chargé d'une mission d'étude sur la quatrième chaîne T.v à partir du rapport Cannac sur l'utilisation des satellites. Rapport sur lequel, en dépit des demandes des « instances et organismes concernés» le secret le plus rigoureux a été maintenu jusqu'ici.

Or, on se souvient que l'ami Grumbach s'était vu l'an passé, malgré l'insistance de l'ami Giscard, refuser l'entrée au Conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (C.t.l). Tel Mazarin disant « On mé chasse par la porte, jé rentre par la fénêtre», le voici donc qui réapparaît sur la scène des négociations, propulsé par l'entêtement présidentiel, avec notamment pour mission de donner son avis sur la candidature de la C.t.l à l'exploitation d'un canal sur le futur satellite...

Magouilles ? Règlements de comptes ? C'est aussi ce qu'on nomme, en Ve République, « domaine réservé».

Journée des parlementaires socialistes

(suite de la première page)

toute amélioration réelle de la situation exige demain qu'il soit battu».

Au cours du débat qui a suivi l'exposé du secrétaire national à la Presse, Gaston Defferre a proposé une action d'envergure pour la défense de l'école qui a été adoptée à l'unanimité.

Tous les députés et tous les sénateurs socialistes vont adresser dans les prochains jours, une lettre au Premier ministre demandant qu'un collectif budgétaire soit présenté aux assemblées, dès le début de la session parlementaire, comportant des crédits supplémentaires pour l'Education nationale, afin de permettre d'éviter les fermetures de classe et les suppressions de postes actuellement prévues par le ministère. En même temps, Gaston Defferre s'adressera aux députés des trois autres groupes parlementaires pour leur proposer de s'associer à cette démarche.

En fin de matinée, Jean-Pierre Chevènement a présenté un rapport sur la traduction du projet socialiste en propositions de loi qui seront déposées à l'Assemblée et au Sénat, au cours de la prochaine session.

L'après-midi a été consacrée à un débat sur le projet de loi sur « le développement des responsabilités des collectivités locales» qui, après avoir été discuté au Sénat, doit être étudié en Commission à l'Assemblée nationale mais qui n'est peut être pas près d'être voté car - comme l'a dit Hubert Dubedout - nous pouvons douter de la possibilité d'examiner ce texte en séance publique, lors de la session budgétaire d'automne, comme cela est envisagé».

Selon Franck Sérusclat, ce projet gouvernemental est d'une grande importance : «Sans être une loi organique déclarée, il sert le dessein essentiel de Giscard d'Estaing d'installer un régime libéral, d'inspiration orléanniste, perceptible déjà par ses comportements, autant que par ses choix économiques et politiques. Le déclin de la vie démocratique qu'il organise est fait pour amorcer, puis consolider la décadence de la République». **Georges Fillioud**

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Ecoles parisiennes : refus des fermetures

Demain, le Conseil départemental de l'enseignement primaire de Paris se prononcera sur le projet de «carte scolaire» pour la capitale. Les six conseillers (cinq majorité et un P.c) qui représentent le Conseil de Paris dans cette instance devraient y défendre la position adoptée, lundi, par tous les groupes politiques sauf le P.c (qui n'a pas pris part au vote).

Le Conseil de Paris s'est en effet rallié aux positions du Groupe socialiste, défendues par Georges Sarre : il s'oppose à la fermeture des classes prévues par les services académiques et demande qu'aucune classe ne puisse être fermée si les effectifs atteignent vingt-cinq enfants en primaire et trente en maternelle.

«Depuis la seconde guerre mondiale, a déclaré Georges Sarre, Paris n'avait pas perdu de classes élémentaires ou maternelles. Au pire, le solde était nul, les ouvertures compensant les fermetures. Pour 2.800 élèves de moins (un demi élève par classe parisienne !) ce sont quatre-vingt-six classes qu'on entend fermer».

La décision du Conseil de Paris ne peut que conforter parents et enseignants parisiens dans leur action : demain, en effet, à l'appel de la direction parisienne des S.n.i, les instituteurs feront grève.

Tri postal : grève à Paris-Lyon

Les agents du centre de tri postal Paris-gare de Lyon sont en grève depuis une semaine. Ils protestent contre le manque d'effectifs et la nouvelle organisation du travail prévue par la direction. Pour la C.f.d.t, la direction porte l'entière responsabilité du conflit ainsi que de la gêne occasionnée aux usagers.

Pour les abonnés à *Riposte* desservis par le réseau Sud-Est, ce conflit social explique l'actuelle irrégularité avec laquelle leur parvient leur quotidien favori.

Marc Croissant : soutien unanime

La Ligue des droits de l'homme, aussi, soutient Marc Croissant. C'est en effet dans ses locaux que s'est déroulée, le 24 mars, une conférence de presse organisée par le Comité de soutien. Ce dernier prenait ainsi une dimension nationale. Le Parti socialiste, le M.r.g, le P.s.u et la L.c.r ainsi que des membres du P.c.f font partie du comité. Véronique Neiertz représentait la direction du Parti socialiste à cette conférence de presse.

«Nous tenons à souligner, ont dit les membres du comité, que la lutte engagée depuis plus d'un an, se mène contre une municipalité d'Union de la gauche à direction communiste, mais nous ferions de même s'il s'agissait d'un municipalité d'une autre couleur politique ou un employeur du secteur public ou privé».

En effet l'employé de la mairie d'Ivry n'a commis aucune faute professionnelle et le maire est toujours dans l'incapacité de le licencier. Aussi, Marc Croissant a-t-il engagé contre son employeur une action judiciaire pour être réintégré dans son activité de conseiller culturel aux sciences et aux techniques.

Marée noire : la révolte des Bretons

Trop, c'est trop. Les Bretons ne veulent plus nettoyer leurs côtes. Ils veulent qu'on cesse de les salir. A Ploumanach, une pétition dénonçant l'incurie des pouvoirs publics a recueilli sept cent cinquante signatures. Une association professionnelle des victimes de la marée noire a été créée par trois cent cinquante représentants des professions concernées par le tourisme sur la côte bretonne. Et dimanche, à l'appel des syndicats C.g.t, C.f.d.t, S.n.i et S.n.e.s et du Parti socialiste, une marche de protestation a eu lieu de Tregastel à Ploumanach.